

RESPONSABLE DE LA SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION, DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES (H/F)

Direction des Systèmes d'information

Fondement juridique du recrutement : Arrêté du Bureau n° 108/XV du 20 janvier 2021 (2° a) du I de l'article 3 – « *Fonctions nécessitant des compétences techniques spécialisées ou nouvelles* »)

Nature et durée du contrat : Contrat de droit public de trois ans, renouvelable (CDI sation éventuelle)

Catégorie hiérarchique du poste : A

Durée normale du travail effectif : Régime cadre (15 jours de RTT par an et prime forfaitaire).

Contexte du recrutement : Le responsable de la sécurité des systèmes d'information, délégué à la protection des données actuel prenant de nouvelles fonctions au sein de la direction des Systèmes, un recrutement de contractuel s'avère nécessaire. Le responsable de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) de l'Assemblée nationale assure également les fonctions de délégué à la protection des données (DPO). Il pilote une équipe comprenant un RSSI adjoint et un DPO adjoint.

RESPONSABLE DE LA SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION

Rattaché au directeur du service des Systèmes d'information, le responsable de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) intervient sur toutes les questions de sécurité dans les projets informatiques.

Mission et activités :

- définir la politique de sécurité du système d'information et veiller à son application ;
- établir une méthode d'analyse de risques et assister les équipes projets pour son exécution ;
- conseiller les chefs de projet et les maîtrises d'ouvrage sur les solutions de sécurité à mettre en œuvre ;
- piloter les audits de sécurité sur l'ensemble du système d'information ;
- assurer une veille technologique et réglementaire dans le domaine de la sécurité ;
- sensibiliser les utilisateurs (députés, collaborateurs, personnel des services) aux risques de sécurité et aux bonnes pratiques ;
- coordonner la réponse en cas d'incident de sécurité ;
- représenter l'Assemblée nationale auprès de l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Compétences :

Compétences techniques requises et savoir-faire :

- bonnes connaissances techniques des systèmes d'information ;
- maîtrise des méthodologies d'analyse de risques ;
- connaissances des méthodes d'audit ;
- aisance rédactionnelle ;
- appétence pour la vulgarisation et la pédagogie.

Savoir-faire et savoir-être :

- excellentes qualités relationnelles et de diplomatie.

DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES

Sous l'autorité des Secrétaires généraux, le délégué à la protection des données (DPO) est chargé d'assurer le maintien de la conformité des traitements de données de l'Assemblée au regard du règlement général sur la protection des données (« RGPD ») et de la loi Informatique et Libertés.

Mission et activités :

- sensibiliser les services administratifs et législatifs sur les questions relatives à la protection des données, en particulier en communiquant sur les principes et les droits fondamentaux issus de la nouvelle législation (RGPD) ;
- consulter les différents services pour mettre à jour l'inventaire des traitements et réactualiser au besoin le registre des traitements;
- conseiller les services sur le respect de la législation avant la mise en œuvre d'un traitement et suivre le cycle des données collectées ;
- établir une cartographie des sous-traitants et piloter les régularisations des marchés si besoin ;
- documenter la conformité des traitements, notamment par la réalisation d'analyse d'impact sur la vie privée ;
- piloter la mise en œuvre des politiques, recommandations et lignes directrices pour une meilleure protection des données ;
- assurer la gestion de l'exercice des droits des personnes concernées ;
- être l'interlocuteur privilégié de la CNIL et coopérer avec elle ;
- assister l'Assemblée nationale sur la notification de violation de données ;
- réaliser une veille législative et réglementaire.

Compétences :

- connaissance de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel ;
- esprit de synthèse et d'analyse ;
- appétence pour le droit ;
- connaissance des principes d'analyse des risques ;
- grande rigueur.

Diplôme requis : Bac + 5 ou équivalent.

Expérience professionnelle attendue : 5 ans en cybersécurité.

Rythmes ou conditions particulières d'exercice : Possibilité de participation à des astreintes.
Le poste est soumis à l'obtention d'une habilitation de niveau « secret ».